



**AUAT**

## REBOND DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS L'AIRE TOULOUSAINNE

Observatoire partenarial  
de l'économie, du  
rayonnement  
et de l'attractivité  
septembre 2022

L'AUAT partage une nouvelle analyse de l'évolution de l'emploi salarié privé au sein de l'aire d'attraction de Toulouse en 2021. Comment se caractérise le rebond observé, secteur par secteur, territoire par territoire et en comparaison avec d'autres grandes agglomérations ailleurs en France ? Simple rattrapage des emplois « perdus » en 2020 ou signe avant-coureur d'évolutions plus profondes de l'économie locale ?

Pour l'économie toulousaine, 2021 s'est révélée être l'année d'un rebond assez notable sur le front de l'emploi à la suite de très forts ajustements à la baisse en 2020. Le territoire a quasiment renoué comptablement, avec sa situation d'avant-crise. Et cela, en dépit des incertitudes qui pèsent fortement encore sur la reprise totale du trafic aérien, des foyers épidémiques qui demeurent préoccupants au niveau mondial, de la fin du « quoi qu'il en coûte » qui interpelle la capacité des entreprises à se relancer, de potentielles restructurations au sein de la filière aéronautique et spatiale évoquées pendant la crise...

Fin 2021, les marqueurs de la reprise étaient là : baisse du chômage, relance de la demande intérieure et

extérieure, bonne santé financière des entreprises ... même si des tensions déjà présentes faisaient craindre à certains que l'ampleur du nécessaire soutien aux entreprises en temps de Covid-19 ne génère une « surchauffe » au-delà de ce regain de croissance : difficultés de recrutement, métiers en tension, inflation importée, renchérissement du coût des matières premières, et autres difficultés d'approvisionnement... toutes de nature à contrecarrer la reprise, au moins à court terme. En dépit de cela, l'année 2022 semblait s'inscrire dans une phase de consolidation. Les impacts économiques du conflit russo-ukrainien se sont surajoutés aux différents effets de ce rebond express de l'économie mondialisée.

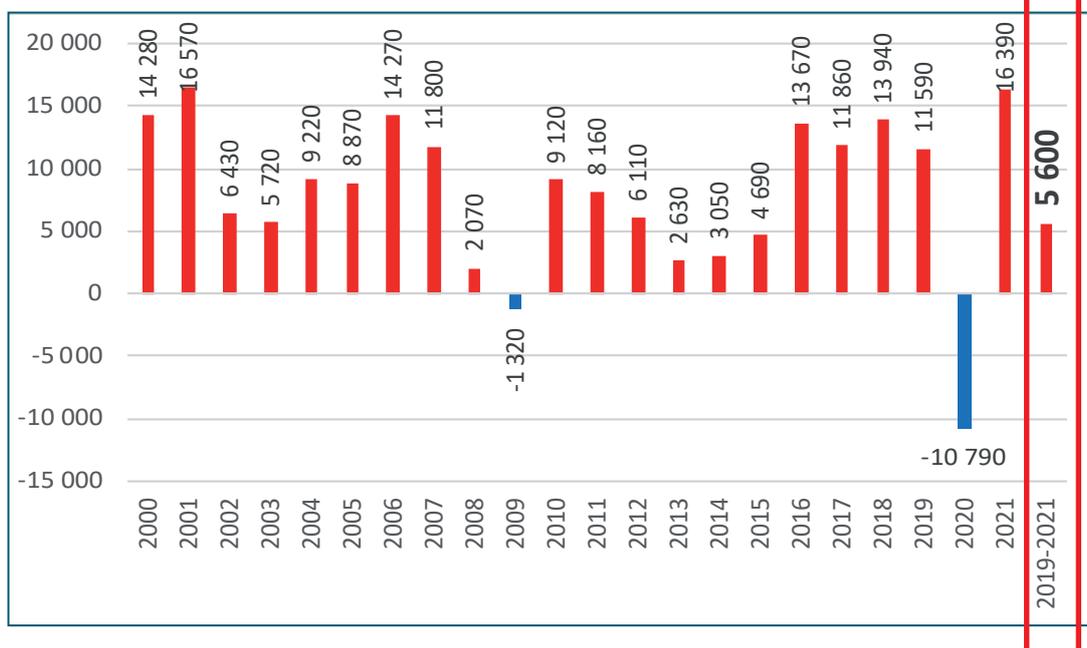
## Un rebond de l'emploi assez particulier dans un contexte de « quoi qu'il en coûte »

Si 2020 s'est soldée par la perte sèche de près de 11 000 emplois salariés privés, 2021 a enregistré une très nette réaction « post-crise » avec un gain net de 16 000 postes. Cette évolution favorable des emplois rappelle celle des années 2000, que ce soit avant l'éclatement de la bulle internet (krach boursier de 2001-2002) ou la survenue de la crise des *subprimes* (2007-2009) ; elle est proche de celle du milieu des années 2010, une fois dissipées les inquiétudes quant aux dettes souveraines en zone euro (2009-2014). Il s'agit d'autant de périodes post-crisis économiques et financières relevant du fonctionnement cyclique de l'économie mondialisée. La particularité de la *coronacrise* réside dans la mise à l'arrêt de l'économie et du confinement qui ont entraîné de vigoureuses actions d'accompagnement économiques et sociales décidées par les autorités d'un certain nombre de

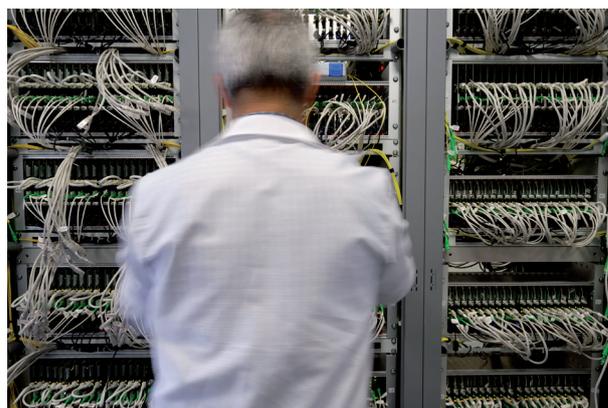
pays, dont la France. Depuis le premier trimestre 2020, le contexte n'a pas seulement été bouleversé par la pandémie mais aussi par le soutien des autorités publiques et de l'Etat assumant d'intervenir désormais, autant en soutien qu'en relance de l'économie. À court terme, ces mesures sanitaires ont entraîné des conséquences économiques brutales et sans précédent, caractérisées par la succession de phases d'arrêt et de redémarrage au gré des évolutions de la pandémie. La coronacrise se démarque ainsi des crises précédentes par des maux et des traitements différents. Il est donc préférable de comparer la situation 2021 à celle de 2019, année précédant la crise sanitaire. Le volume d'emplois supplémentaires s'établit ainsi à 5 590 sur l'aire d'attraction de Toulouse.

### Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire d'attraction de la ville de Toulouse

Source : Unedic de 1999 à 2006, Urssaf Caisse nationale de 2006 à 2021, traitements AUAT



À l'issue du premier trimestre 2022, l'emploi salarié privé continue de progresser en Haute-Garonne (+0,6 % soit 2 640 postes de plus). Sous l'effet de la reprise dans les activités hors intérim (+0,6 %) et plus particulièrement dans les activités d'information et de communication (+7,6 % en trois mois), le tertiaire retrouve désormais un niveau d'emploi supérieur à celui d'avant coronacrise (+2,6 %). En revanche, la tendance est à la stabilisation dans la construction et l'industrie.



## Un rebond toulousain nettement moins vigoureux que dans les autres grandes aires

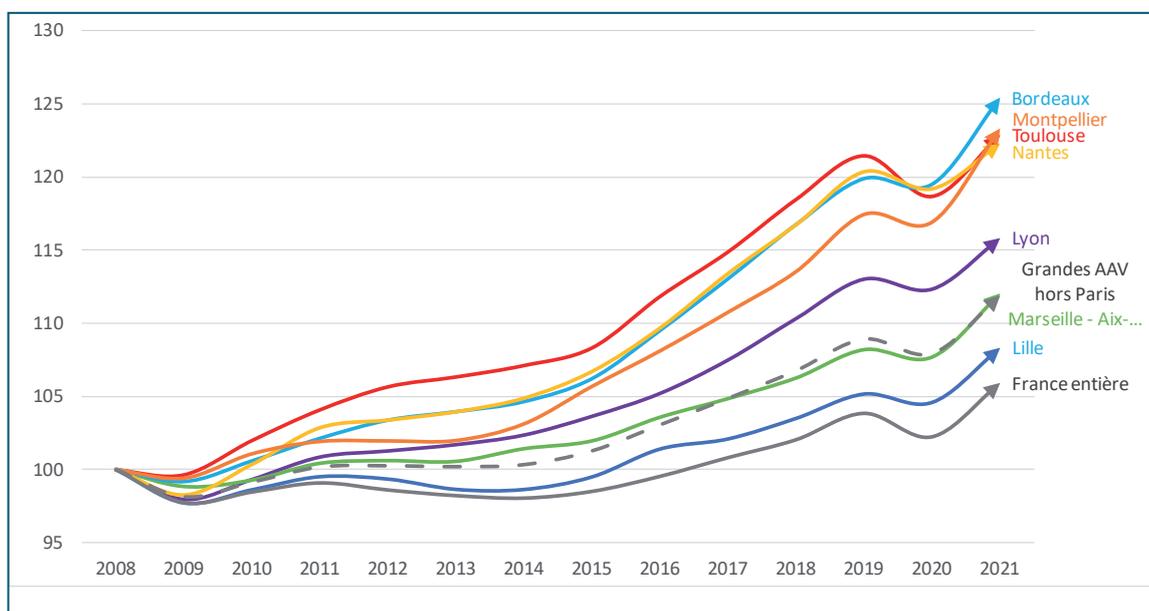
Avant la pandémie Covid-19, Toulouse figurait régulièrement dans le quarté des plus dynamiques en matière d'emploi parmi les vingt plus grandes aires de province. Entre 2019 et 2021, elle a occupé l'avant-dernière position. Dans un contexte national mêlant soutien et relance publique, les pertes sèches d'emplois liées aux phases d'arrêt générées par la crise sanitaire ont été plus que compensées dans l'aire toulousaine avec une croissance de +0.1%/an (soit donc +5 600 postes), un rythme annuel comparable à celui de Nantes (+5 570 postes). En dehors de ces deux aires, la dynamique se révèle beaucoup plus prononcée : deux fois plus du côté de Lyon (avec +10 300 postes au total) et Lille (+14 130), trois fois

plus à Marseille-Aix (+19 910) et Bordeaux (soit +9 380) et même quatre fois plus à Montpellier (+10 460). Dans l'ensemble des grandes aires de province - hors Toulouse, le rythme annuel d'évolution des emplois salariés privés s'établit à +0.2%/an.

Depuis la fin des années 2000, sur une période longue, Toulouse reste néanmoins au troisième rang des aires d'attraction les plus génératrices d'emplois (+3.5%/an entre 2009 et 2021). En gains totaux dégagés, elle est même deuxième (+89 080 postes) derrière Lyon (+116 100) et devant Bordeaux, Nantes, Marseille-Aix Montpellier et Lille (respectivement +86 020, +63 750, +62 390, +41 500 et 37 170).

### Évolution annuelle de l'emploi salarié privé par aire d'attraction (base 100 en 2008)

Source : Urssaf Caisse nationale de 2008 à 2021, traitements AUAT



## Les activités résidentielles plus créatrices d'emplois que les activités productives

Entre 2019 et 2021, la sphère productive n'a contribué qu'à près de 30% des gains d'emplois dégagés dans l'aire toulousaine alors qu'elle en générerait quasiment les deux tiers depuis la fin des années 2000. La situation est comparable du côté de Nantes avec 10% des gains d'emplois relevant des activités productives contre 62% la décennie précédente.

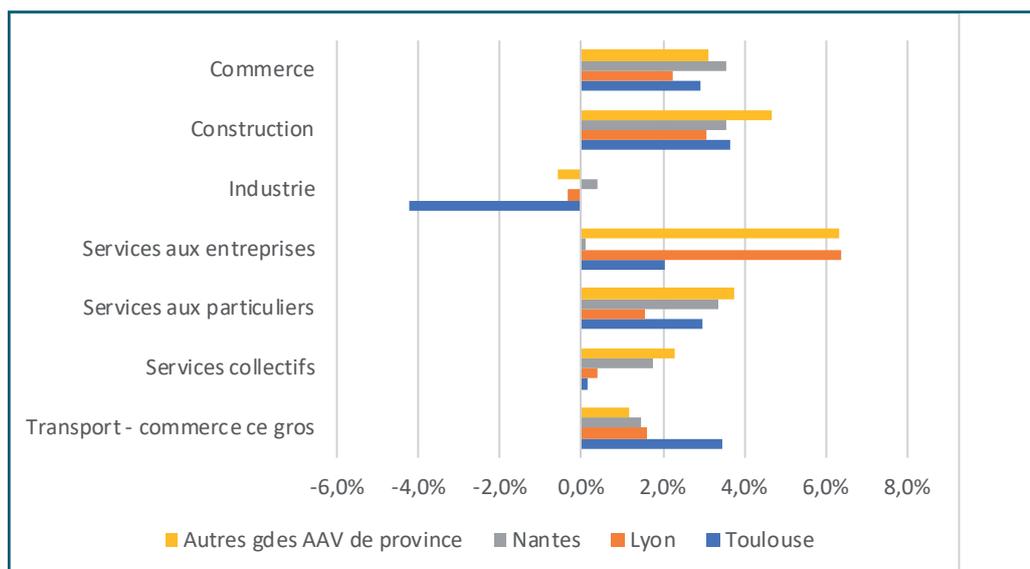
Parmi les grandes aires d'attraction, Toulouse est celle dont les activités industrielles restent notablement marquées par la crise sanitaire (-4.2% entre 2019 et 2021 vs -0.9% pour les autres). Si l'emploi s'est repris et a dépassé son niveau d'avant crise dans les services aux entreprises, le rebond est néanmoins plus mesuré que dans les autres aires (+2.1% contre +5.4%). Quant aux services collectifs, dont une partie est corrélée aux dynamiques dans l'industrie et dans les services aux entreprises, ils retrouvent à peine leur niveau d'avant crise (+0.1%) alors qu'il s'agit d'activités notablement créatrices d'emplois par ailleurs (+3.9% à Bordeaux, +2% à Lille et +1.8% à Nantes notamment). Dans la construction, si le rebond est manifeste, il reste moins marqué (+3.6% à Toulouse contre +4.3% dans les autres aires). Dans le commerce, la tendance est analogue à celle constatée à l'échelle des autres grandes aires. Dans le secteur de la logistique, Toulouse se démarque par son dynamisme (+3.4% contre +1.6% à Lyon, +1.4% dans les autres grandes aires) grâce à l'aménagement de zones d'activité dédiées.

Parmi les secteurs toulousains qui embauchent, trois concentrent 7 gains d'emplois sur 10 : les services aux entreprises (29%), ceux aux particuliers et la logistique (20% chacun). Sur la décennie précédente, les services aux entreprises, l'industrie et les services étaient les plus gros pourvoyeurs d'emplois supplémentaires dans des proportions globales analogues. Les services collectifs ne représentent que 1% des gains contre 12% précédemment. La situation est inverse pour la construction (15% vs 2%) et le commerce (15% vs 7%).



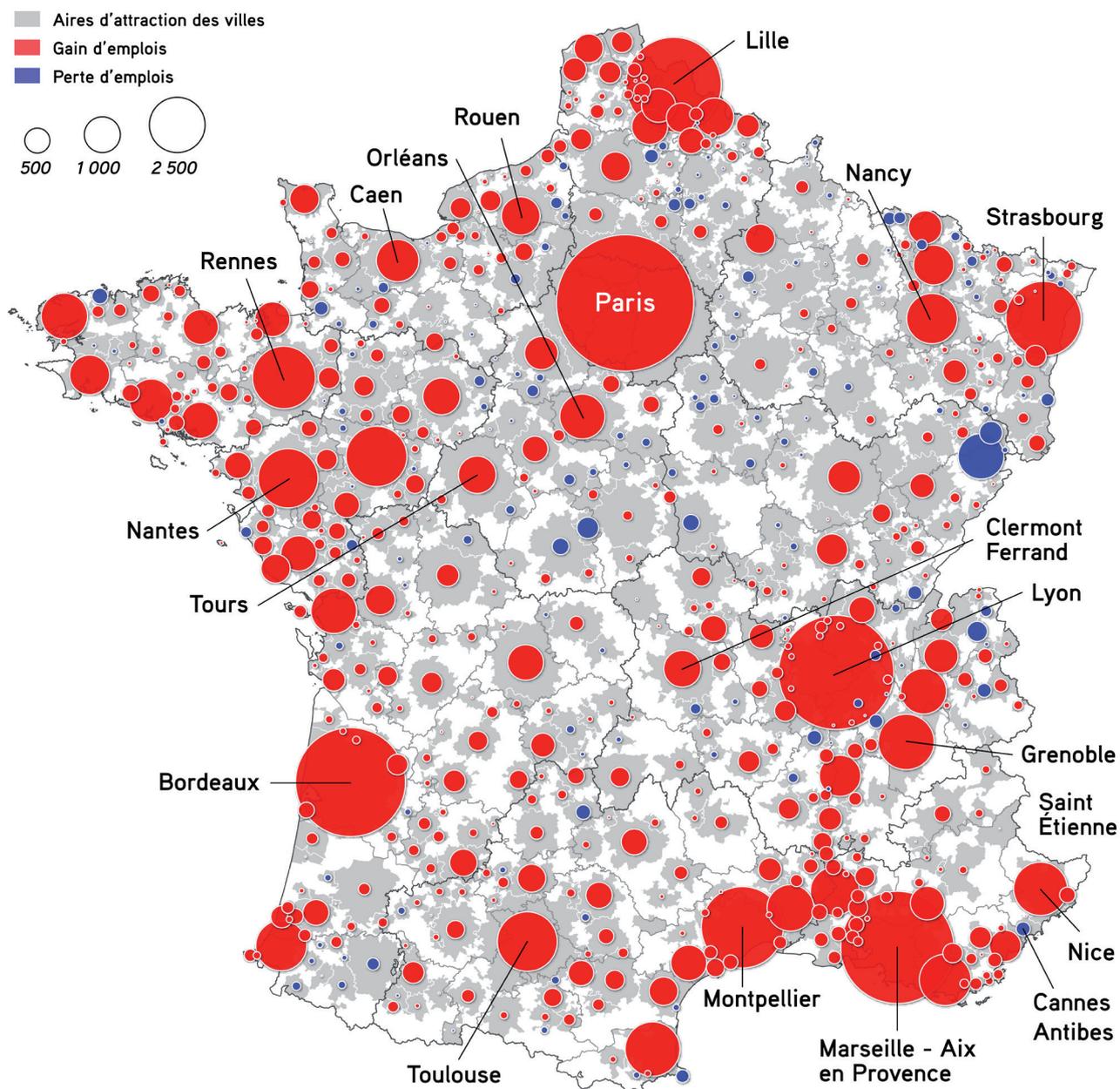
### Évolution de l'emploi salarié privé par grands secteurs d'activité

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



## Évolution de l'emploi salarié privé entre 2019 et 2021 par aire d'attraction

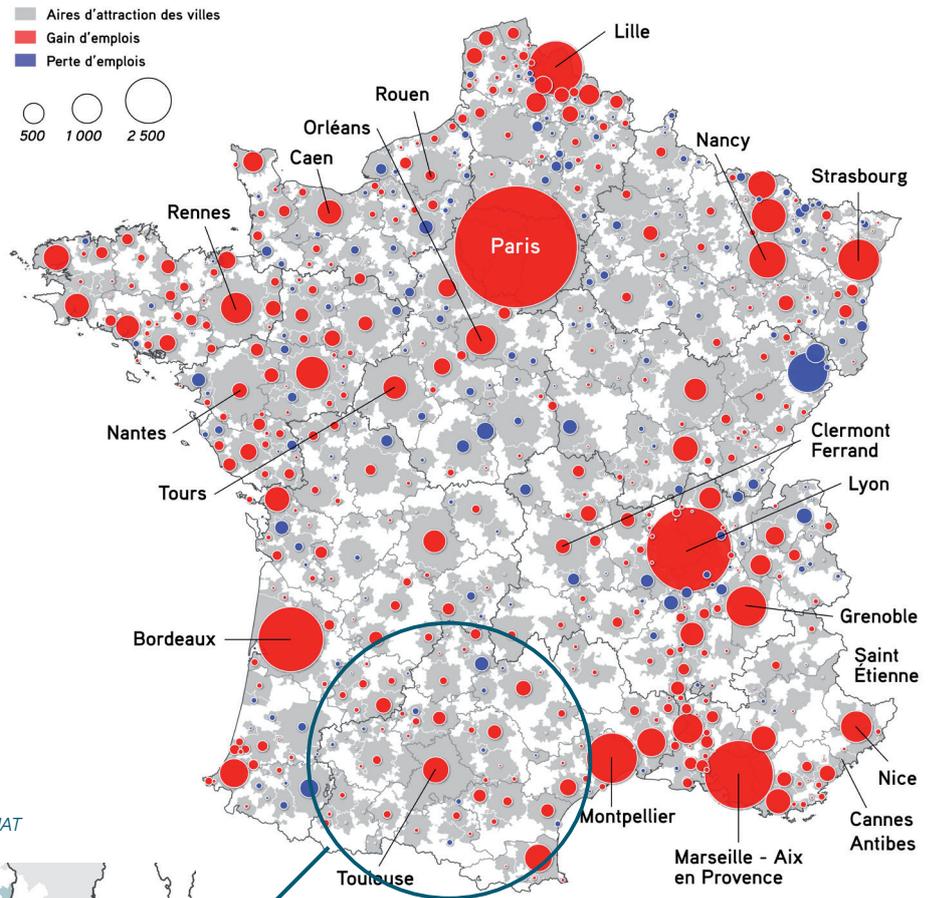
Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



## Évolution de l'emploi salarié privé entre 2019 et 2021 par aire d'attraction dans la **sphère productive**

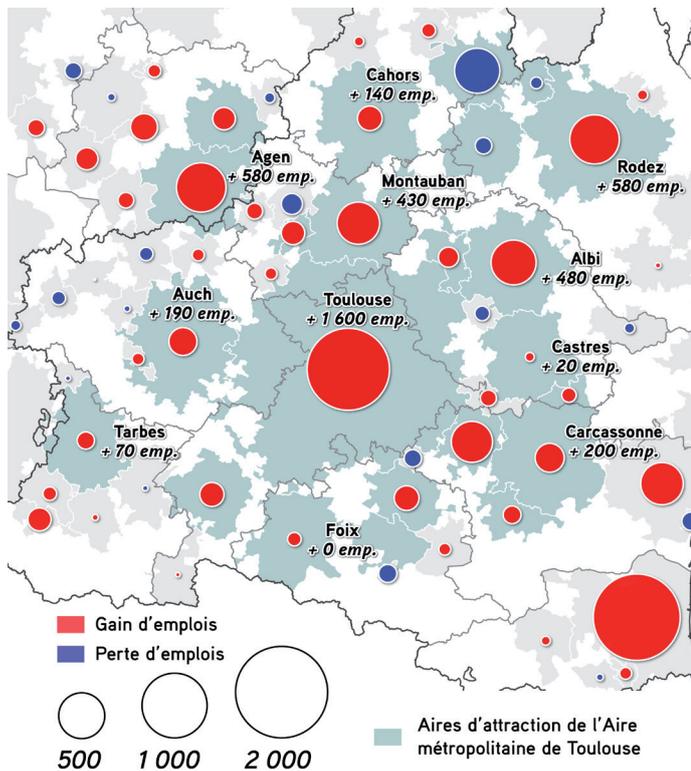
Activités traditionnelles de fabrication et services « connexes » qui participent à la production de biens.

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



### Zoom Aire métropolitaine de Toulouse

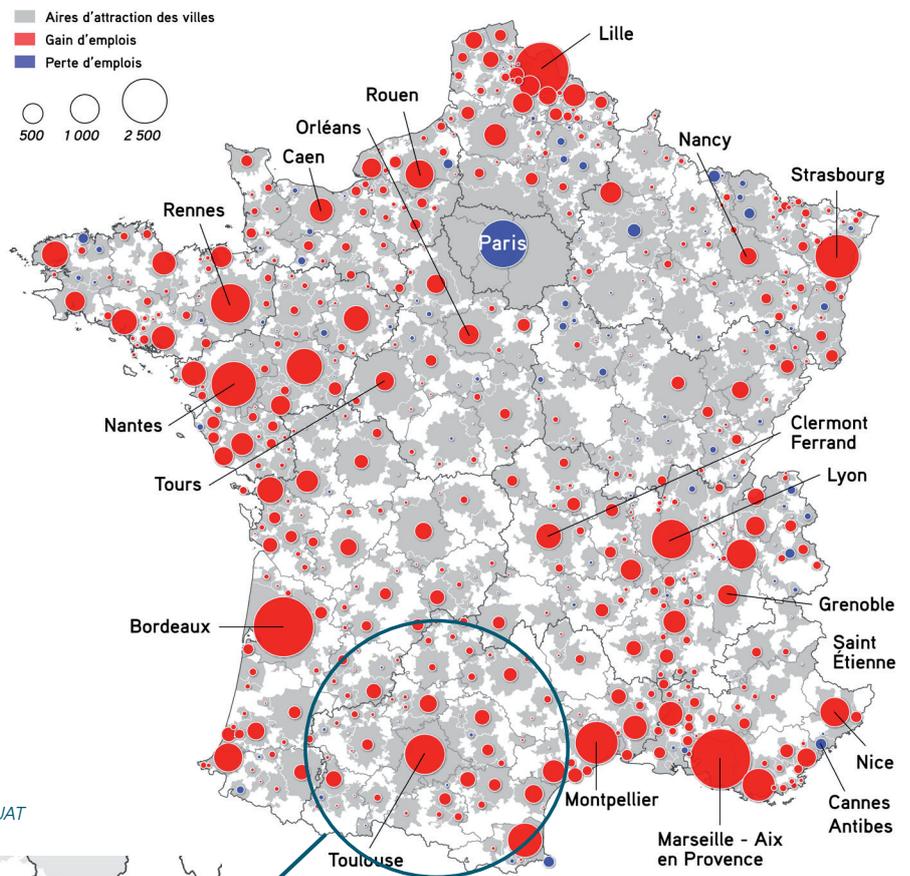
Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



## Évolution de l'emploi salarié privé entre 2019 et 2021 par aire d'attraction dans la sphère résidentielle

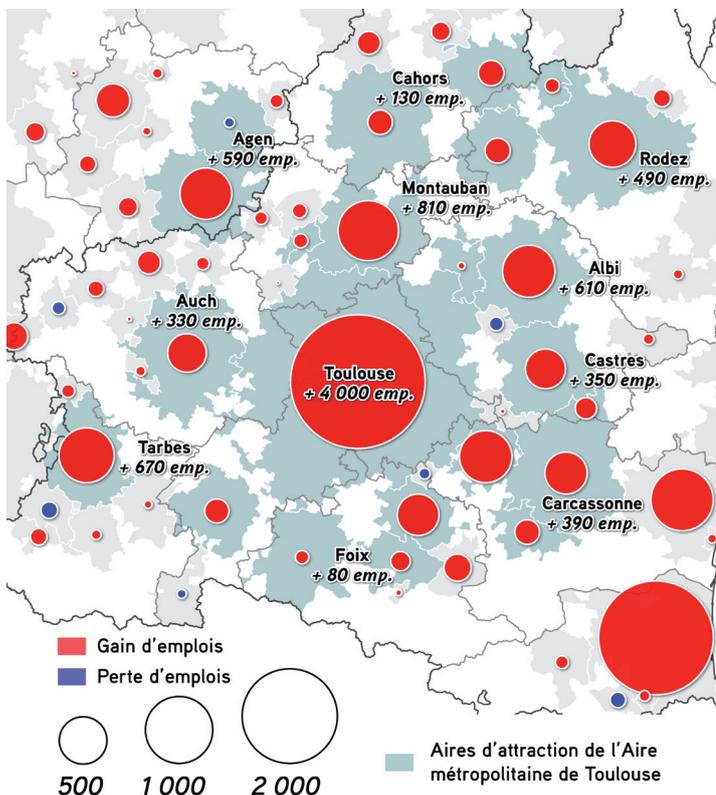
Activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



### Zoom Aire métropolitaine de Toulouse

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



### Les grandes aires d'attraction de province : une référence de comparaison pour l'aire urbaine de Toulouse

Une croissance moyenne est mesurée pour les plus grandes aires d'attraction françaises, en dehors de Paris. Ce panel se compose des 18 plus grandes aires de province hors Toulouse (en nombre d'habitants), dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille - Aix-en-Provence, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Rennes, Grenoble, Rouen, Nice, Toulon, Tours, Nancy, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Caen, Orléans, Angers

## Panorama de l'emploi par grands secteurs d'activités

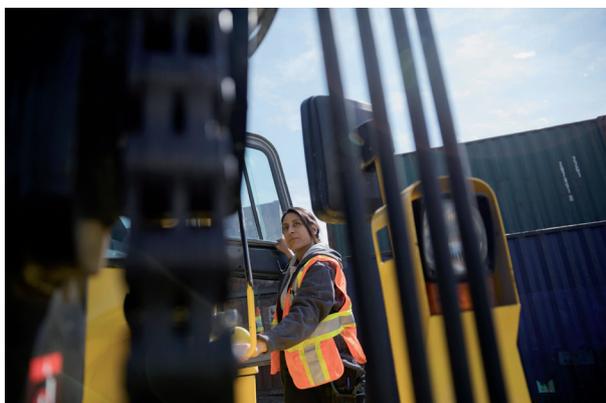
### Industrie et services aux entreprises : des trajectoires contrariées

Depuis le quasi-arrêt du trafic aérien en 2020 et sa reprise en dents de scie depuis, Toulouse continue de « payer » sa spécialisation aéronautique. Les activités de cœur de filière (en particulier, -2 150 postes en construction aéronautique) n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'emploi de 2019 alors que c'est déjà le cas pour une partie des activités connexes. Parmi les plus emblématiques, l'intérim qui « alimente » grandement la filière est encore en deçà (-1 650 postes) tout comme les activités d'ingénierie et d'études techniques (-760) et celles de mécanique industrielle (-440). L'industrie est le seul grand secteur d'activité à enregistrer des pertes d'emplois (-3 430 postes).

En dehors des activités notablement connexes de la filière aéronautique, l'impact de la pandémie est désormais effacé dans les services aux entreprises. Sous l'effet du contexte national et européen de reprise, elles ont dégagé +2 650 postes dont près de la moitié dans le nettoyage, +860 dans les activités de sièges sociaux et de conseil de gestion, +490 dans la sécurité, +290 dans le juridique et le comptable, +270 dans la R&D pharmaceutique et +240 dans la programmation informatique.

### La logistique toulousaine tire profit du contexte

Le transport routier de fret (+1 130 pour celui de proximité et +530 postes pour l'interurbain) ainsi que le commerce de gros (+700 postes) sont particulièrement bien orientés. A l'inverse, le transport aérien (-200 postes) encore fortement impacté par le contexte sanitaire, ainsi que les activités postales traditionnelles (540 postes), continuent à perdre des emplois. Le transport routier de fret et le commerce de gros ont profité du contexte général de pandémie ainsi que la mise en service de zones d'activité dédiées. Au global, la logistique compte 1 810 postes supplémentaires.



### Aux lendemains des confinements, une forte reprise des services aux particuliers

Des activités comme l'action sociale sans hébergement (+350 postes), les clubs sportifs (+250) ou non (+350) ont pleinement bénéficié de la fin des périodes de confinement et de l'assouplissement des règles de distanciation sociale alors que les activités hospitalières, dentaires et d'analyse médicale ont été renforcées dans le contexte de la pandémie. Le secteur de l'aide à domicile perd presque encore une centaine d'emplois. Par rapport à 2019, les services aux particuliers ont gagné 1 800 postes.

### Commerce et construction : des secteurs qui embauchent

La vente de détail en habillement et en chaussure reste notablement négativement affectée (-460 postes) à l'inverse d'autres activités, stimulées comme les supermarchés (+620), le commerce d'alimentation générale (+350), la vente à distance (+320), le commerce de détail de viande (+130) et de bricolage (+130). Dans son ensemble, le commerce dégage +1 350 postes.

Dans des volumes comparables, la construction a rebondi et reste un secteur qui embauche notablement même si la survenue de la pandémie a marqué son arrêt et la pénurie de certains matériaux produits industriellement.



## Les services collectifs peinent à retrouver leur rythme d'avant-crise

Avec l'industrie, il s'agit du secteur qui souffre le plus du contexte pandémique entre 2019 et 2021. Des activités comme celles des agences immobilières (-180 postes) ou de la location de biens autres que ceux destinés à de l'habitation (-360 postes) pâtissent encore des perspectives moroses pour les entreprises au plus fort de la crise sanitaire. Les agences de voyage n'ont quant à elles, toujours pas retrouvé leur niveau d'emploi d'avant crise (-200 postes). Même constat pour la restauration collective sous contrat encore pénalisée (-200 postes) par un recours plus marqué au télétravail. A l'inverse, les autres activités de restauration (+720 postes pour la rapide et +140 pour la traditionnelle) et l'enseignement supérieur (+170 postes) semblent avoir tourné la page de la coronacrise et sont notablement créatrices d'emplois. Au global, les services collectifs ont dégagé moins d'une centaine d'emplois supplémentaires.

## Le rebond de l'emploi bénéficie à tous les territoires<sup>1</sup>

Globalement, les gains d'emplois dans le secteur privé de 2021 ont compensé les pertes de 2020 pour l'ensemble des territoires de projet de l'aire d'attraction de Toulouse. Des modérations sont néanmoins à apporter, vis-à-vis de ces dynamiques territoriales.

D'une part, les collectivités plus directement concernées par les activités aéronautiques, notamment celles en cœur de filière, se caractérisent par un regain bien plus relatif que d'autres. C'est particulièrement le cas de Toulouse Métropole, dont les gains d'emplois de 2021 (+12 620) ne compensent pas totalement les pertes de 2020 (-13 570). A un niveau moindre, c'est aussi le cas de l'intercommunalité du Val'Aïgo qui subit le contrecoup de l'aéronautique.

D'autre part, en ces temps perturbés par la crise, il est prudent de prendre des précautions dans l'interprétation de l'évolution des emplois, d'autant plus quand on descend dans les territoires. Si l'effet « montagne russe » de l'emploi entre 2019 et 2021 traduit bien des évolutions à l'œuvre, il peut être amplifié localement (dans un sens comme un autre) par des « biais » statistiques discutables. En particulier, certaines activités, plus sensibles aux fluctuations du marché, peuvent faire l'objet de très fortes variations d'emplois quelque peu artificielles pour le territoire concerné. C'est notamment le cas des activités de nettoyage, de placement de main d'œuvre, de sécurité privé... dont les emplois sont déclarés au siège de l'établissement employeur et non sur le site d'exercice de l'activité. Les forts gains d'emplois sur l'intercommunalité du Bassin Auterivain Haut-Garonnais par exemple, recouvrent en partie de cette explication : 1 070 gains d'emplois entre 2019 et 2021 relevant seulement d'une société de nettoyage.

<sup>1</sup> Au dernier trimestre 2020, l'entreprise Alten, un sous-traitant de la filière aéronautique, a déménagé son siège social de Labège à Toulouse. Administrativement, l'opération ne s'est concrétisée qu'en début janvier 2021, par une modification effective des statuts de la société suite à une décision du 30/12/2020 ; ce qui entraîne que ce mouvement d'effectifs salariés ne soit comptabilisé dans le fichier statistique mobilisé, que dans les données en date du 31 décembre 2021 alors qu'il est effectif un an plus tôt. Ce transfert de personnels revêt un caractère exceptionnel à double titre. D'abord, le précédent déménagement de siège social d'Alten remonte à 2011. Ensuite, Alten est le plus gros employeur de Labège et même du Sicoval en matière d'ingénierie et d'études techniques (respectivement 57 et 42%). En outre, ce déménagement témoigne davantage de la stratégie d'une entreprise en matière de localisation de ses personnels que de la dynamique du marché des affaires ainsi que de l'impact de la pandémie sur celui-ci. C'est pourquoi le choix a été fait de ne pas prendre en compte ce transfert d'effectifs dans le cadre de cette analyse sur la dynamique de l'emploi au sein de l'aire d'attraction toulousaine. Si la série statistique mobilisée n'avait pas été corrigée de ce transfert de personnels, le Sicoval compterait 1 670 emplois de moins contre 110 de plus entre 2019 et 2021.



## Toulouse Métropole et le Sicoval partagent une moindre croissance des emplois

Toulouse Métropole perd 950 postes. C'est un faible recul (-0.3% entre 2019 et 2021). L'impact de l'aéronautique et de ses activités de cœur de filière (construction, mécanique, maintenance...) est à l'origine de l'essentiel des pertes constatées : -2 410 postes dont -2 130 dans la construction aéronautique. Par leur rebond, les services aux particuliers, les services aux entreprises, pour ceux peu ou pas liés à l'aéronautique, et la logistique génèrent respectivement +1 110, +480 et 460 postes supplémentaires ; ce qui permet de compenser notablement les difficultés de la construction aéronautique.

Quant au Sicoval, il gagne une centaine d'emplois (+0.3% entre 2019 et 2021) notamment grâce au conseil informatique (+170 postes) et à la restauration rapide (+120).

## La moindre dépendance aéronautique profite aux autres intercommunalités

Dans le Muretain Agglo comme en Gascogne Toulousaine, la présence d'activités aéronautiques limite l'ampleur du rebond. Concernant le premier territoire, le bilan se caractérise sur un solde excédentaire de +800 emplois (+3.2%) entre 2019 et 2021 porté par l'intérim (+170 postes), l'évaluation des risques et des dommages, la boulangerie industrielle (+70 chacun) ainsi que les services aux particuliers (+70 pour l'accueil des jeunes enfants et +50 pour l'aide à domicile). Les pertes se concentrent dans le commerce de détail d'habillement (-70) et surtout dans l'aéronautique que ce soit en construction (-60) et en traitement et revêtement des métaux (-120). Quant à la Gascogne toulousaine, l'emploi y dépasse de +130

postes son niveau de 2019 (+1.9%) du fait des services aux entreprises (notamment, +70 dans les activités de certification, +40 dans celles d'ingénierie, les services techniques et les services administratifs de bureau) qui font plus que compenser les reculs dans l'industrie (-100 dans la fabrication d'abris de piscine et de terrasse et -50 dans la réparation et l'entretien d'aéronef) et l'intérim (-20).

Dans les territoires où la filière aéronautique est moins présente, le rebond est souvent plus marqué. Ainsi, en Cœur de Gascogne, l'emploi dépasse de +160 postes son niveau d'avant crise (+3.9%). Les gains sont éparés et concernent la menuiserie, le conseil informatique, l'intérim et la logistique avec près d'une vingtaine d'emplois chaque fois. Quant aux pertes, elles se concentrent dans les activités postales traditionnelles (-20) et la fabrication de systèmes pyrotechniques (-30). Le rebond dans les Hauts Tolosans (+80 postes soit +2.8%) est le résultat de pertes aux trois quarts dans l'aéronautique (-70) et de gains dont un tiers provient des services aux entreprises (dont +30 en ingénierie et études techniques essentiellement dans les transports publics) et 30% des services aux particuliers. Enfin dans le Savès, le bâtiment, la logistique, les services aux entreprises dégagent chacun à peu près un quart des gains pour un solde d'une trentaine de poste au global (+4.2%).

Dans les Terres du Lauragais, le développement du transport routier de voyageurs constitue un moteur du rebond de l'emploi. Si les +670 postes supplémentaires (+12.9%) relèvent pour moitié des services aux entreprises (dont +300 au titre des activités de nettoyage), le restant provient notamment du transport de voyageurs (+160).

Dans d'autres territoires, le rebond repose d'abord sur le seul développement de la logistique. Ainsi, dans le Grand Ouest Toulousain, l'évolution est d'abord le fait de la logistique (+210 dans le fret routier de proximité et +70 dans pour l'interurbain, +50 pour le commerce de gros), des activités de supermarché (+100) et de restauration rapide (+50) en dépit de pertes surtout dans la sécurité et l'aide à domicile (-30 chaque fois). De même, dans le Grand Sud Tarn et Garonne, l'emploi fait plus que rebondir avec +660 postes essentiellement dus à la logistique, dont +300 dans le transport routier de fret de proximité et +130 dans l'entreposage et stockage non frigorifique. De la même manière dans le Frontonnais, le rebond s'établit à +490 emplois (+4.4%) cumulant des gains notables dans le transport routier de voyageurs (+150) comme dans celui de fret interurbain (+90) qui s'ajoutent à ceux dans l'intérim et le nettoyage (+110 pour chacun). Enfin, des territoires conjuguent la faible présence de la filière aéronautique avec le dynamisme diffus des autres secteurs d'activité :

- Du côté des Coteaux du Girou, le rebond de +180 postes (+8.4%) est dû pour moitié au bâtiment (+90) et pour un quart dans les services collectifs (dont la restauration traditionnelle, la formation pour adulte et l'enseignement secondaire).

- Dans le Volvestre, le solde de +310 postes (+7.1%) s'appuie sur des gains pour plus de moitié dans le commerce (dont +50 pour les activités de supermarché et +40 dans les équipements pour piscine, spa et irrigation) et 30% dans la construction (+90).

- Du côté des Coteaux de Bellevue, les +200 postes supplémentaires (+6.5%) sont d'abord le fait des activités d'aide à domicile (+60), de la restauration traditionnelle et de nettoyage (+30 toutes les deux) qui font plus que compenser les pertes en matière d'hébergement social spécifiques, d'immobilier d'activité (-20 chacune) et d'hypermarché (-30).

- En Tarn-Agout, les +410 emplois de plus (+7%) sont le fruit d'une dynamique reposant sur l'intérim (+100), les activités de supermarché (+80) et celles d'action sociale sans hébergement (+70).

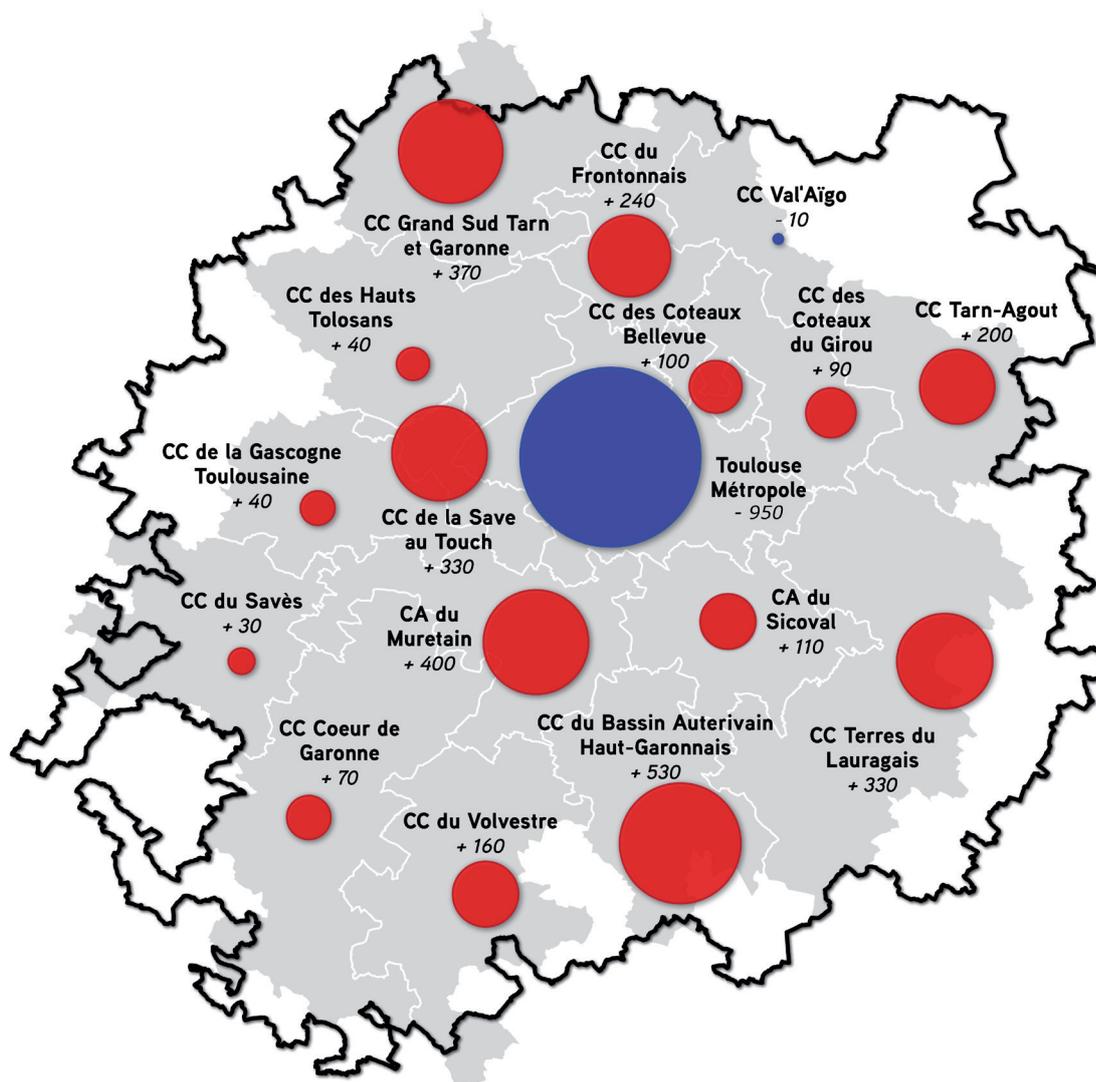
- Dans le Bassin Auterivain Haut-Garonnais, les importants gains d'emplois reposent (+1 070) en très grande partie sur une société de nettoyage qui, si elle bénéficie d'un dynamisme de son activité, a aussi procédé sur la période à une réorganisation de ses établissements entraînant une plus grande localisation de ses effectifs sur le territoire.



© Airbus - Pablo Cabellos

## Évolution de l'emploi salarié privé entre 2019 et 2021 par intercommunalités dans l'aire d'attraction

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



### Sources

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss-Urssaf). Le champ couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général (donc hors régime agricole) et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Il couvre ainsi l'ensemble des établissements cotisant aux Urssaf à l'exception de ceux appartenant au secteur public. Il exclut donc les établissements relevant du régime agricole (suivis par la CCMSA) et les particuliers employeurs. Ces derniers font l'objet d'un suivi statistique spécifique par Urssaf Caisse nationale. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires.

Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DROM-COM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique

des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...

Du fait de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés et intérimaires mise en œuvre, Urssaf Caisse nationale publie chaque année une série statistique qui « écrase » celles précédemment diffusées. Des écarts peuvent ainsi être générés pour une même année issue de millésimes différents de séries statistiques.

### Aire d'attraction d'une ville (AAV)

Selon l'INSEE, une aire d'attraction d'une ville est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi et d'une couronne qui rassemble les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Dévoilé fin octobre 2020, le zonage en aires d'attraction des villes (ZAAV) est un nouveau mode de représentation des dynamiques démographiques et spatiales développé par l'Insee succédant celui en aires urbaines.

Photos : © Alamy stock photos sauf mention contraire